

Pouvoirs Urbains & Politiques de l'Air

Décideurs, Experts et Habitants face à la Pollution Atmosphérique

ANR GLOBALSMOG - 19-20 mai 2026

Maison des Sciences de l'Homme de Bretagne

2 avenue Gaston Berger, Rennes

Salle de Conférence

ARGUMENTAIRE

Dans la plus grande partie du monde, respirer un air sain en ville ne va pas de soi. En Asie, ou en Afrique, la croissance des métropoles s'accompagne d'une aggravation continue de la pollution de l'air, au point de poser la question de l'habitabilité de certains territoires. Mais autant que les niveaux de contamination atteints, c'est parfois la faiblesse des réactions publiques qui interroge : dans les villes des Suds, la quête d'un air propre fait rarement figure de priorité pour les gouvernements urbains. Dans le « Nord global », à l'inverse, le chemin parcouru sur cette question peut être impressionnant. Mais, d'une part, la qualité de l'air reste généralement insatisfaisante au regard des normes de l'OMS, et d'autre part, cette politique publique semble rencontrer de nouvelles oppositions, à l'image de la difficile mise en place des zones à faible émission en Europe, ou de l'affaiblissement des standards aux Etats-Unis. La pollution atmosphérique a souvent été conçue par les décideurs publics comme un « problème d'ingénieur » (DuPuis, 2004), abordé par le prisme de mesures, de normes et d'améliorations techniques progressives. Pourtant, les sciences sociales (sociologie, géographie, sciences politiques, histoire...) ont montré que ce problème concentre en fait de nombreuses questions politiques essentielles, par exemple sur la production des savoirs et des non-savoirs, sur les arbitrages entre intérêts publics ou privés, sur les modèles de développement urbain et la gouvernance des grandes métropoles, ou encore sur les inégalités de santé en ville.

Organisé à l'occasion de la clôture du programme de recherche interdisciplinaire Globalsmog, ce colloque se propose de rassembler les travaux contemporains menés à partir de ces angles d'approche, à la fois au Nord et au Sud. Il poursuit la double ambition de dresser un état des lieux des savoirs des sciences sociales sur les politiques de l'air et de montrer comment cet enjeu contribue à éclairer des questions de recherche centrales sur les modes de gouvernement de la ville, de la santé et de l'environnement.

Cette conférence propose de développer plus particulièrement quatre axes de questionnements :

1. Construction du problème et mise à l'agenda des pollutions atmosphériques

Les niveaux de pollution atteints par certaines villes dans le monde montrent une situation paradoxale : d'un côté la gravité de la situation et ses lourds enjeux sanitaires sont bien connus (Sun et Zhu, 2019), mais de l'autre, la question occupe le plus souvent une place marginale dans le champ politique. Même des cas

critiques, comme celui de la métropole de Delhi, ne débouchent pas sur une mobilisation forte des pouvoirs publics (Véron, 2006, Negi & Srigyan, 2021). Si les taux de pollution y sont moins alarmants, le fait que de nombreuses villes européennes restent éloignées des normes de l'OMS ou contreviennent aux réglementations européennes n'entraîne pas nécessairement de réponses publiques. Cette situation invite, dans la continuité de travaux de sociologie politique sur les problèmes publics environnementaux ou sanitaires (Gilbert & Henry, 2009), à mieux comprendre les processus de légitimation des enjeux, sous l'angle de la circulation globale des problèmes (Boudia & Henry, 2015), du rôle des savoirs experts et profanes (Boutaric, 2020 ; da Schio, & van Heur, 2021 ; Mostafanezhad, Evrard & Vaddhanaphuti, 2024), des militantismes urbains (Garrocq, 2024 ; Gorczyca, & Zozulia, 2025) ou encore du traitement médiatique (Mayer, 2012 ; Kenis & Barratt, 2021). Pourquoi le « droit à l'air » ne soulève-t-il (généralement) pas les foules ? Comment expliquer sa faible résonance politique et citoyenne ? Quel est le rôle des grands organismes prescripteurs (OMS) ou pourvoyeurs de fonds de développement (Banque Mondiale, Fondations, ONG) ? Quand des mobilisations émergent malgré tout, par qui sont-elles animées et quels sont les cadrages du problème et des solutions qu'elles favorisent ?

2. Le rôle des sciences et des connaissances dans les politiques de l'air

De nombreux experts des enjeux de pollution insistent sur la nécessité de connaître et de mesurer avant d'agir, en présupposant souvent que l'action découlera de la connaissance. Or, les interfaces entre connaissances et action publique en santé environnementale paraissent souvent plus ambiguës (Murphy, 2006 ; Frickel & al., 2010 ; Dedieu & Jouzel, 2015, Moizard-Lanvin, 2022). Dans la lignée de nombreux travaux en STS notamment, il est important de mieux comprendre comment les savoirs – et ceux qui les détiennent – façonnent les problèmes à traiter. La production (ou la non production) de données de santé publique (Boutaric, 2020), de mesures atmosphériques, le recours à certains types d'indicateurs (Marzecová & Husberg, 2022), d'instruments (Parasie & Dedieu, 2019), de modèles (Garnett, 2016) ou d'expériences sensibles (Calvillo, 2018) sont à interroger sous cet angle, particulièrement dans les contextes Suds qui ont fait l'objet de moins de travaux, et où les systèmes de mesure et de surveillance sont moins nombreux (Mir Alvarez et al, 2020). La façon dont les savoirs médicaux et les acteurs de la santé peuvent ou non se ménager une place dans la gestion d'un problème associé à des processus de production de la ville et de son aménagement reste également une question à explorer. Un autre enjeu est de comprendre en quoi des sources alternatives de connaissances et la production de contre-mesures, dans un contexte de diffusion de capteurs à bas coût et de développement d'un marché de la data atmosphérique et de santé, peuvent venir troubler les positions établies et modifier les contours du problème (Gabrys, Pritchard & Barratt, 2016 ; Mostafanezhad & Evrard, 2020 , Garrocq & Parasie, 2022).

3. La fabrique politique des politiques de l'air

De nombreux travaux de sciences sociales sur l'air ont privilégié une approche de sociologie des techniques ou des connaissances, offrant comparativement peu d'attention aux processus réglementaires et matériels de production de la ville, à l'étude des politiques publiques ou aux réglementations sectorielles. Pourtant, dépasser les approches positivistes de la pollution de l'air invite à se pencher sur les contextes sociaux des émissions

et des expositions, et notamment à faire l'analyse des intérêts en jeu derrière l'émission de polluants atmosphériques : usines installées en ville ou à sa périphérie, transporteurs formels ou informels, constructeurs automobiles, chantiers de construction, producteurs d'électricité, agriculteurs des périphéries... On sait par exemple que les opérateurs de transport sont souvent des acteurs délicats à gouverner dans les métropoles (Véron, 2006 ; Sakho et Diongue, 2024), de même que les agriculteurs des régions avoisinantes, à qui il est tentant de faire endosser toute la responsabilité de pics de pollution pourtant multifactoriels (Evrard et Mostafanezhad, 2019). Gouverner l'atmosphère revient inévitablement à prendre en compte ces jeux d'acteurs, dans un cadre multi-niveaux où les politiques urbaines cohabitent avec des régulations nationales et régionales, voire dans certains cas, des tribunaux « verts » (Ren, 2020). Les instruments de la politique de l'air s'élaborent dès lors au carrefour de négociations multiples : dispositifs plus ou moins incitatifs ou contraignants, délais de mise en œuvre, subventions, standards d'émission adaptés aux « réalités économiques », technosolutionnisme... Comment concrètement se décide la sévérité des politiques publiques ? A travers quelles représentations de l'intérêt public et des intérêts privés ? De quel type de rapports entre administrateurs et administrés portent-elles la marque ?

4. Les interactions entre justice spatiale, justice environnementale et santé publique

Enfin, un autre enjeu clé pour l'étude des politiques de l'air pourrait être de mieux tenir compte des formes de fragmentation sociale et des relations de domination qui travaillent les villes contemporaines, en s'éloignant de l'idée que la pollution atmosphérique affecterait tous les habitants d'une ville de la même manière (Fecht, Fischer, Fortunato & *al.*, 2015 ; Hajat & *al.* ; 2015). Le constat selon lequel les travaux théoriques sur le fait urbain, et plus particulièrement le courant critique de la *political ecology* urbaine, ne se sont intéressés que de trop loin à la thématique de l'air vicié des villes a été posé depuis un certain temps (Graham, 2015), mais reste assez largement valable. L'air est un milieu physique façonné politiquement et qui impacte des corps biologiques différenciés selon leurs statuts sociaux, économique, de race ou de genre (Järvi, T., & Joronen, 2025). En cela, l'air apparaît comme un terrain de choix, mais sous-investi, pour réfléchir théoriquement et empiriquement aux connexions entre l'environnement, le sanitaire, le social et le pouvoir au sein des villes. Ce type d'entrée peut alimenter l'approche critique du positivisme qui structure souvent les politiques publiques de l'air, en explorant les multiples facettes des inégalités environnementales associées à l'air pollué (O'Leary & *al.*, 2023), en montrant comment des inégalités d'exposition peuvent être invisibilisées (Marzecová, & Husberg, 2022), ou comment certains choix d'action publique peuvent les renforcer (Hourcade et Le Bourhis, 2024, Beiser-McGrath, Bernauer & Prakash, 2023). Un prisme de *political ecology* urbaine incite également à documenter le privilège d'accès aux marchés de la connaissance et à la protection individuelles (capteurs, immeubles en hauteur, climatiseurs, purificateurs d'air... - cf Graham, 2015) que les classes aisées mobilisent pour minimiser leur exposition aux contaminations de l'air.

PROGRAMME

MARDI 19 MAI 2026

09:00 – 9:30 Accueil café

09:30 – 10:00 Introduction de la conférence

Renaud Hourcade, Bertrand Lefebvre

QUI GOUVERNE LA QUALITE DE L'AIR ?

Présidé par Thomas Aguilera (ARENES, Sciences-Po Rennes)

10:00 - 11:00 1 | Politiques urbaines de l'air : mise à l'agenda et jeux d'échelles

- Olivier Evrard, *Perceptions of and Mobilisations about air pollution in Bangkok: activists memories and media discourses in two Thai newspapers 1960-2023*
- Renaud Hourcade, *Dakar, la ville la plus polluée du monde ? Production des savoirs et de l'action publique sous régime d'aide*

11:00 - 11:30 Pause

- 11:30 - 12:30**
- Tamara Espiñeira, *Operationalising soft law: the EU Urban agenda Air quality partnership*
 - Bertrand Lefebvre & Eva Pilot, *La territorialisation inachevée des politiques de qualité de l'air dans les villes indiennes*

12:30 - 14:00 Déjeuner

MESURER, COMPTER, CALCULER : L'INTERFACE SAVOIR/POUVOIR DANS LES POLITIQUES DE L'AIR

Présidé par Philippe Glorennec (IRSET, EHESP) et Guillaume Chevance (IRSET, EHESP)

14:00 - 15:30 2 | Métrologies environnementales

- Jean-Baptiste Garrocq, *Saisir la pollution au prisme de la responsabilité : tensions, oppositions et enjeux de l'émergence des victimes environnementales*
- Geoffrey Mollé, *Quand l'air toxique des égouts (re)fait surface. Enquêter sur les remontées d'H2S au sein de l'agglomération lyonnaise*
- Gwendoline l'Her, *Débordée par la poussière. Critiques situées de la réglementation de la qualité de l'air*

15:30 - 16:00 Pause

16:00 - 17:00 3 | Quelle place pour les savoirs de santé ?

- Celia Mir Álvarez, *Savoirs de santé dans le brouillard : inventaire d'une présence diffuse dans la gouvernance de l'air au Maroc*
- Mathieu Quet, *When slow violence gets faster. Medical understandings of air pollution's health impacts in New Delhi*

MERCREDI 20 MAI 2026

RAPPORTS DE POUVOIR ET JUSTICE ENVIRONNEMENTALE

Présidé par Maël Goumri (INSA Rennes)

09:00 – 10:15 4 | Gouverner les industries

- Rémi de Bercegol, *Toxique prospérité : le recyclage artisanal du plomb dans une petite ville indienne*
- Mody Diaw, *Les épreuves de la pollution des boues et poussières rouges : cadrages, asymétries de pouvoir et justice environnementale autour de l'usine d'alumine de Gardanne*

10:15 - 10:30 Pause

10:30 – 13:00 5 | Droit à la ville, droit à l'air : contaminations et justice environnementale

- Priyam Tripathy, *Risk, Crisis, and Habitability: Air pollution discourses and governance in India*
- Khadim Mbow, *(Re)prendre son souffle : justice environnementale et mobilisations citoyennes dans la zone industrielle de Bargny (Sénégal)*
- Loup Deladerrière, *La pollution de l'air au prisme des inégalités et injustices environnementales à Mexico.*
- Weenarin Lulitanonda, *From Smog to Justice: Citizen-Led Action for Clean Air in Thailand*

13:00 Déjeuner

PARTICIPANTS

- | | |
|---|---------------------------------------|
| ▪ Thomas Aguilera, ARENES, Sciences Po Rennes | ▪ Renaud Hourcade, CED-CNRS |
| ▪ Guillaume Chevance, IRSET-EHESP | ▪ Khadim Mbow, CERMES3 |
| ▪ Rémi de Bercegol, Institut Français de Pondichéry | ▪ Gwendoline L'Her, PASSAGES-CNRS |
| ▪ Loup Deladerrière, Université Paris-Saclay | ▪ Jean-Pierre Le Bourhis, ARENES-CNRS |
| ▪ Mody Diaw, Université Paris Sciences et Lettres | ▪ Bertrand Lefebvre, ARENES-EHESP |
| ▪ Tamara Espiñeira, Sciences Po Rennes | ▪ Weenarin Lulitanonda, Thailand CAN |
| ▪ Olivier Evrard, PALOC-IRD | ▪ Geoffrey Mollé, EVS-CNRS |
| ▪ Jean-Baptiste Garrocq, Université Gustave Eiffel | ▪ Mathieu Quet, CEPED-IRD |
| ▪ Philippe Glorennec, IRSET-EHESP | ▪ Priyam Tripathy, LERMA-AMU |
| ▪ Maël Goumri, INSA Rennes | |

AVEC LE SOUTIEN DE

